

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 21/08/2023

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2023

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SANOFI-CHIMIE**  
route d'Avignon  
30390 Aramon

Références :  
Code AIOT : 0006600432

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2023 dans l'établissement SANOFI-CHIMIE implanté route d'Avignon 30390 Aramon. L'inspection a été annoncée le 16/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale consécutive au retour d'expérience de l'incendie industriel survenue à Rouen en septembre 2019. Les évolutions réglementaires qui ont suivi imposent de nouvelles mesures organisationnelles aux sites existants et, le cas échéant, de nouveaux dispositifs techniques. Le but de cette visite consiste donc en partie à vérifier le respect et la prise en compte des évolutions réglementaires pré-citées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SANOFI-CHIMIE
- route d'Avignon 30390 Aramon
- Code AIOT : 0006600432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site est une usine de fabrication de principes actifs, essentiellement destinés à un usage pharmaceutique selon 3 techniques décrites ci-après.

L'activité de synthèse organique est une activité de chimie fine. Les produits issus de l'établissement, fabriqués de manière discontinue, sont généralement utilisés dans l'industrie pharmaceutique.

Dans le cadre de l'extraction végétale et héli-synthèse, les substances naturelles contenues, en très petites quantités, dans la matière végétale sont extraites par des solvants. Elles deviennent des matières premières des héli-synthèses mises en oeuvre pour la production des principes actifs.

Les différents produits fabriqués en biochimie sont basés sur le principe de la fermentation, principalement et de la purification. Il s'agit d'utiliser des micro-organismes à des fins de production de molécules ou de métabolites.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Point sur la situation administrative du site vis-à-vis du stockage des liquides inflammables, de l'état des matières stockées et contrôle de la conformité du site à certaines prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de **liquides inflammables**, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation :

- Stratégie de lutte incendie,
- Organisation et surveillance des installations,
- Etude des flux thermiques en cas d'incendie,
- Interdiction de certains contenants fusibles.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Réservoirs soumis au 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-III	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-III	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
3	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	/	Sans objet
4	Situation et conformité aux seuils réglementaires – rubrique 4330	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
5	Situation et conformité aux seuils réglementaires – rubrique 4331	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
6	Situation et conformité aux seuils réglementaires – rubrique 4734	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
7	Situation et conformité aux seuils réglementaires – rubrique 1436	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
8	Situation et conformité aux seuils réglementaires – autres rubriques	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
11	Récipients mobiles – Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	/	Sans objet
12	Récipients mobiles – Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1	/	Sans objet
13	Récipients mobiles – Surveillance en permanence des installations de LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Récipients mobiles – Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV	/	Sans objet
15	Récipients mobiles – Moyens complémentaires à la stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II	/	Sans objet
16	Récipients mobiles – Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles réalisés sur le site dans le cadre de l'action nationale "liquides inflammables" ont montré une bonne connaissance et une bonne application de la réglementation en vigueur. Le suivi des stocks et la gestion du risque incendie sur le site sont à la hauteur des attendus. La réorganisation du bâtiment 36 répond favorablement aux nouvelles exigences issues du retour d'expérience de l'accident de Rouen en 2019.

Sur le sujet gestion des stocks, des améliorations sont attendues sur le volet "information des populations" et sur la connaissance fine de tous les liquides inflammables pouvant être présents sur site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par



rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :** Le service logistique du site est en charge de la gestion toutes les matières (premières, produits intermédiaires et produits finis) des commandes aux expéditions. En dehors des ateliers contenant en général uniquement les encours de production, les matières sont stockées dans les parcs de stockage (vrac / cuves) et les différents magasins (articles).

Pour les matières stockées (hors vrac), l'exploitant dispose d'un logiciel de suivi des stocks (SAP) qui est géré par le service logistique. Il inclut toutes les matières entrants dans les process de fabrication (produits chimiques, consommables).

À partir de ce logiciel, qui permet également à l'exploitant de définir les emplacements de stockage adaptés en fonction des caractéristiques issues de la fiche de données de sécurité [FDS], l'exploitant est en capacité de générer un état des stocks instantané comprenant par article :

- la rubrique ICPE associée
- les phrases de risques associées
- la localisation sur le site (bâtiment de stockage ou zone de production)
- la quantité présente

À chaque nouvel article (par exemple en cas de nouvelle production sur site) ou de mise à jour de la FDS par le producteur, le référencement de l'article est intégré / mis à jour dans le logiciel SAP avec une vérification par l'équipe HSE.

L'état des stocks SAP est tenu à jour en continu, des inventaires physiques sont réalisés, par zone / bâtiment, par le service logistique chaque année.

En ce qui concerne les cuves, l'exploitant dispose d'un logiciel de suivi distinct (GTS) qui permet de connaître, à tout moment et par cuve, le niveau (et donc le volume) présent.

Le service logistique relève tous les soirs le niveau des cuves sur site.

Le service HSE dispose d'un tableau de suivi de l'ensemble des matières stockées issus des 2 logiciels présentés ci-dessus qui permet de répondre aux exigences de cet article :

- pour les articles, l'extraction du logiciel SAP
- pour les cuves, les niveaux des cuves, issus du logiciel GTS, associés à un onglet contenant les caractéristiques de chaque cuve (localisation, produit stocké, mentions de dangers, rubrique ICPE)

En ce qui concerne les déchets :

- si ce sont des déchets liquides (solvants souillés par exemple), ils sont comptabilisés dans le logiciel de suivi des cuves
- pour les autres (rebus de production, matière première non conforme), ils sont stockés dans les magasins en attente de destruction et donc comptabilisés dans SAP.

Les déchets banaux ne sont pas comptabilisés à ce jour. Ils sont en général stockés au plus près de chaque zone de production dans des bennes dédiées. L'exploitant réfléchit à ajouter ces bennes dans son état des stocks.

Une extraction du tableau de suivi est éditée tous les vendredis pour le Directeur des Secours (DS). Le tableau est également envoyé par mail et mis, en version informatique, tous les soirs dans le dossier POI de l'établissement.

**Observations :** En ce qui concerne l'état des stocks en cuve, pour faciliter la lecture et jongler entre les 2 onglets du tableau de suivi, il serait nécessaire d'utiliser la même dénomination pour les cuves dans les 2 onglets ainsi que le même ordre de classement. À la lecture et à la comparaison de ces 2 onglets, l'inspection des installations classées a relevé des incohérences (sur les volumes des cuves par exemple) et n'a pas réussi à associer formellement toutes les cuves de chaque onglet, 2 à 2.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**N° 2 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des matières stockées – format synthétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b> Dans son tableau de suivi, le service HSE dispose d'un onglet « aide à la communication pour la population ». Cet outil a été conçu pour aider, en crise, l'exploitant à générer une information vulgarisée en fonction du sinistre en regroupant les matières stockées par risque.</p> <p>Cet outil ne semble pas totalement répondre aux attentes exprimées dans cet article. Il serait préférable de retravailler cet outil pour qu'il soit plus opérationnel.</p>
<p><b>Observations :</b> L'utilisation des pictogrammes CLP ne permet, par exemple, pas assez de précisions sur les grandes familles de produits présents sur site (ex. GHS02 regroupe les gaz et les liquides inflammables). L'exploitant prévoit de travailler avec les autres sites concernés dans le groupe SANOFI et sa fédération professionnelle pour améliorer cet outil.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



### N° 3 : État des matières stockées – Mise à jour

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des matières stockées – réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p><b>Constats :</b> Compte tenu des volumes de liquides inflammables autorisés et stockés en cuves aériennes, le site est soumis à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p> <p>Comme indiqué dans la fiche n°1, l'exploitant dispose d'un logiciel de suivi qui permet de connaître, à tout moment et par cuve, quel que soit le liquide stocké, le niveau (et donc le volume) présent.</p> <p>Le service logistique relève tous les soirs le niveau des cuves sur site.</p> <p>Le service HSE réalise des extractions journalières de ce logiciel de suivi pour alimenter l'état des stocks du site permettant de répondre aux attentes de disponibilité (IIC, secours) prévues dans cet article spécifiquement pour les cuves concernées par l'arrêté du 03/10/2010.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif – conformité rubrique 4330
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 4330</p> <p>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 10 t – A</li> <li>2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t – DC</li> </ol> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t.</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.</p>
<p><b>Constats :</b> Selon les autorisations préfectorales en vigueur, le site est soumis à déclaration pour cette rubrique (2 tonnes).</p>

Selon l'état des stocks présenté le jour de l'inspection, il n'y avait aucun tonnage sous cette rubrique.

Après recherche, l'exploitant a identifié une matière première qui disposait par le passé, dans sa FDS, de la phrase de risque H224 entraînant le classement de cet article sous la rubrique 4330. Fin 2020, la FDS a été mise à jour. La nouvelle phrase de risque du produit, en sa qualité d'inflammable, est désormais H225 entraînant une sortie de ce produit de la rubrique 4330.

La visite du bâtiment 36, n'a pas permis de détecter de produit classable sous cette rubrique (contrôle par sondage).

L'exploitant souhaite conserver cette rubrique et le tonnage associé pour permettre de la souplesse sur de futures productions ou mises à jour de FDS des matières premières mises en œuvre sur le site.

Enfin, si un article classable sous la rubrique 4330 venait à être de nouveau stocké sur le site, il le serait dans le bâtiment 36 (et non plus dans le bâtiment 15 comme indiqué dans les autorisations en vigueur) conformément à la réorganisation des stockages engagée par l'exploitant pour répondre aux nouvelles exigences sur le stockage des liquides inflammables (cf. fiche de constat n°14).

La matière première concernée auparavant par ce classement 4330 était stockée dans le bâtiment 15, dans la chambre froide de ce bâtiment, conformément aux préconisations de la FDS du produit. La réorganisation en cours dans le bâtiment 36 prévoit la création d'une chambre froide qui permet de rapatrier les liquides inflammables stockés actuellement dans le bâtiment 15 sous température contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 5 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Régime administratif – conformité rubrique 4331

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Rubrique 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :

1. Supérieure ou égale à 1 000 t A
2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t  
E
3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t  
DC

Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.

Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.



<p><b>Constats :</b> Selon les autorisations préfectorales en vigueur, le site est soumis à autorisation pour cette rubrique (2 415,6 tonnes autorisées) mais en dessous du seuil Seveso bas (&lt; 5000 tonnes) dont 134 tonnes autorisées en stockage en récipients mobiles dans le bâtiment 36 (principal magasin de stockage des matières inflammables du site), 1 671,7 tonnes en vrac dans les différentes cuves présentes sur le site et 609,3 tonnes dans les ateliers de production.</p> <p>Selon l'état des stocks présenté le jour de l'inspection, la quantité présente sur site était en deçà du seuil autorisé et respectait les différentes répartitions fixées dans les autorisations en vigueur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Situation et conformité aux seuils réglementaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif – conformité rubrique 4734
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 4734 – Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t A b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t E c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total DC</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t A b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total E c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total DC</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.</p>
<p><b>Constats :</b> Selon les autorisations préfectorales en vigueur, le site est soumis à déclaration pour cette rubrique (175 tonnes). Le site dispose de 2 cuves de fioul enterrées de 100 m<sup>3</sup> chacune et d'un réservoir aérien de 3 m<sup>3</sup>.</p> <p>Ces stockages n'ont pas fait l'objet d'un contrôle lors de la visite sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Situation et conformité aux seuils réglementaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif – conformité rubrique 1436
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 1436 liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t DC
<b>Constats :</b> Selon les autorisations préfectorales en vigueur, le site est soumis à déclaration pour cette rubrique (320 tonnes) dont 60,5 tonnes en stockage en récipients mobiles dans le bâtiment 36 (principal magasin de stockage des matières inflammables) et dans le bâtiment 15, 120 tonnes en vrac dans les différentes cuves présentes sur le site et 200 tonnes dans les ateliers de production.  L'exploitant indique que les 0,5 tonnes « autorisées » dans le bâtiment 15 permettaient de tenir compte des liquides inflammables devant être stockés sous température contrôlée. Dorénavant, comme précisé dans la fiche n°4, ils seront stockés dans la nouvelle chambre froide du bâtiment 36. Il n'y aura donc plus de liquides inflammables dans le bâtiment 15.  Selon l'état des stocks présenté le jour de l'inspection, la quantité présente sur site était en deçà du seuil autorisé et respectait les différentes répartitions fixées dans les autorisations en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Situation et conformité aux seuils réglementaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Régime administratif – conformité rub. nommément désignées 47xx
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Autres rubriques nommément désignées 4722, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748
<b>Constats :</b> Selon les autorisations préfectorales en vigueur, le site est soumis à déclaration pour la rubrique 4722 (Méthanol – 50 tonnes) dont 47,5 tonnes en vrac dans les différentes cuves présentes sur le site et 2,5 tonnes dans les ateliers de production.  Selon l'état des stocks présenté le jour de l'inspection, la quantité présente sur site était en deçà du seuil autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9 : Réservoirs soumis au 3/10/10

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 03/10/10
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III.-Pour les installations relevant du I-1 ou I-2, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages en réservoirs aériens de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93° C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3 présents au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'exclusion de ceux cités au II.</p>
<p><b>Constats :</b> Comme vu dans les fiches précédentes recensant les volumes / tonnages autorisés, le site dispose de nombreuses cuves de stockages de liquides inflammables.</p> <p>Au regard des volumes présents et autorisés, le site est soumis à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p> <p>L'onglet spécifique, créé dans le tableau de suivi par le service HSE (cf. fiche n°1), permet de déterminer toutes les cuves soumises à l'AM du 3/10/2010 en filtrant sur les mentions de dangers H225 et H226.</p> <p>Comme déjà indiqué en fiche n°4, aucun produit stocké en vrac sur site ne dispose de la mention de dangers H224.</p> <p>En ce qui concerne les déchets liquides inflammables, le site dispose de cuves de solvants usagés. Elles sont référencées comme des cuves de solvant propre (avec les mentions de dangers H225/H226).</p> <p>En l'état actuel, le tableau de suivi ne semble pas permettre d'identifier les cuves de liquides qui pourraient avoir un point éclair entre 60 et 93 °C hormis s'ils sont classés dans la rubrique 1436.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit s'assurer de sa capacité, grâce à son logiciel de suivi des stocks et aux FDS des produits stockés, à identifier toutes les cuves qui sont concernées par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (point non vérifié en séance).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 10 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 24/09/20
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.
<b>Constats :</b> Comme vu dans les fiches précédentes recensant les volumes / tonnages autorisés, le site dispose de nombreux récipients mobiles de liquides inflammables.  Au regard des volumes présents et autorisés, le site est soumis à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.  L'onglet spécifique, crée dans le tableau de suivi par le service HSE (cf. fiche n°1), permet de recenser tous les articles concernés en filtrant sur les mentions de dangers H224, H225 et H226.  Pour les liquides à point éclair compris entre 60 et 93 °C et pour les liquides et solides liquéfiables, l'exploitant travaille à améliorer sa base de données afin de faire apparaître cette caractéristique pour les articles concernés et pouvoir ainsi formellement les identifier et adapter les conditions de stockage aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 24/09/2020.  En ce qui concerne le sujet des liquides et solides liquéfiables, l'exploitant a jusqu'au 01/01/2026 pour répondre aux exigences réglementaires de l'arrêté ministériel.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit s'assurer de sa capacité, grâce à son logiciel de suivi des stocks et aux FDS des produits stockés, à identifier tous les récipients mobiles qui sont concernées par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



N° 11 : Récipients mobiles – Distance des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Distance des stockages aux limites de site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ;</li> <li>•pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites.</li> </ul> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup>, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.</p>
<p><b>Constats :</b> Le principal bâtiment de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles est le bâtiment 36. Les fiches suivantes et les contrôles réalisés sur le terrain se sont focalisés sur ce bâtiment.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables en récipients mobiles dans les bâtiments de production (concerne uniquement les en cours de production) n'ont pas été regardés lors de cette inspection.</p> <p>Suite à la parution de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, l'exploitant a décidé de modifier le bâtiment de stockage 36 afin de le rendre compatible avec les nouvelles exigences réglementaires fixées dans ce texte. Il a notamment travaillé sur ce sujet avec son assureur afin d'améliorer la protection incendie de ce bâtiment. Un dossier a été transmis à l'inspection des installations classées par courrier du 6 janvier 2023 pour présenter l'ensemble des modifications prévues.</p> <p>Le site SANOFI est classé Seveso seuil haut et, à ce titre, dispose d'une étude de dangers mise à jour en dernier lieu en 2020. L'incendie généralisé du bâtiment 36 est étudié dans cette étude de dangers. L'exploitant indique que la modélisation réalisée est majorante et reste adaptée à la nouvelle configuration prévue du bâtiment 36.</p> <p>Ps : le bâtiment 36 est situé à plus de 20 m des limites de propriété (24 m au plus près).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Récipients mobiles – Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I- Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m<sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p> <p><b>Constats :</b> Comme indiqué dans la fiche de constat n°4, il n'y a actuellement pas de produit avec la mention de dangers H224 stocké sur le site.</p> <p>Pour les liquides inflammables H225, l'exploitant indique avoir quelques références (&lt;5) stockées en contenants fusibles d'1 m<sup>3</sup>. L'exploitant prévoit de travailler avec les fournisseurs de ces articles afin de respecter l'interdiction fixée au 1er/01/2026 pour ce type de contenants fusibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 13 : Récipients mobiles – Surveillance en permanence des installations de LI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance en permanence des installations de LI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.
<b>Constats :</b> Le site SANOFI étant classé Seveso seuil haut, une surveillance permettant de répondre aux exigences de cet article est présente depuis de nombreuses années. L'organisation est précisée dans le plan d'opération interne (POI) du site. Le site dispose notamment d'un gardiennage en présentiel 24/24.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Récipients mobiles – Stratégie de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Stratégie de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Ce plan comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;</li> <li>- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.</li> </ul>
<b>Constats :</b> La stratégie de lutte contre l'incendie est définie dans le plan de défense incendie [PDI] du site et dans le Plan d'Opération Interne [POI].  En ce qui concerne spécifiquement le bâtiment 36, objet de la présente inspection, la protection incendie a été revue partiellement dans le cadre de la première phase du projet de réorganisation en cours (dossier déposé en janvier 2023) : <ul style="list-style-type: none"> <li>– création d'une chambre froide (D07) et d'un réseau de protection incendie adapté (sprinklage)</li> <li>– création d'une protection incendie dans la cellule G (sprinklage) et transfert de tous les liquides inflammables dans cette cellule</li> </ul>



- maintien de la protection incendie existante dans la cellule H (déversoirs à mousse dans les rétentions sous rack) et stockage, dans cette cellule, des produits non inflammables.

Le jour de l'inspection, une visite du bâtiment 36 a été effectuée :

- la nouvelle chambre froide a été vue. La protection sprinklage est installée ;
- la cellule G a été vue. La protection sprinklage est installée ;
- la cellule H a été vue. Les produits inflammables étaient toujours stockés (comme prévu précédemment et conformément aux autorisations en vigueur) dans cette cellule.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la cellule D07 était opérationnelle (réception sprinklage + produits concernés transférés depuis le bâtiment 15). En ce qui concerne la cellule G, la réception sprinklage a eu lieu récemment et le transfert des produits inflammables dans cette cellule va être réalisé progressivement d'ici septembre.

L'exploitant a présenté et transmis l'extrait de son plan de défense incendie (PDI) relatif au bâtiment 36 mis à jour pour tenir compte de cette nouvelle configuration. Ce document :

- décrit le bâtiment 36,
- présente les moyens disponibles par cellule dans ce bâtiment,
- décrit le scénario majorant attendu sur ce bâtiment : incendie de la cellule G
- renvoie au POI pour la stratégie opérationnelle de gestion de ce scénario.

L'exploitant a également transmis et présenté la fiche de dimensionnement des « moyens en eau, taux d'émulseurs et taux d'application » pour le bâtiment 36 mise à jour en mars 2023 pour tenir compte de cette nouvelle configuration (fiche qui est annexée dans le PDI). Cette fiche détaillée confirme l'adéquation entre les besoins en eau et les moyens disponibles pour la cellule G (extinction automatique type sprinklage + lances incendie en complément si besoin).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 15 : Récipients mobiles – Moyens complémentaires à la stratégie incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Moyens complémentaires à la stratégie incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article VI-I, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site SANOFI dispose de deux châteaux d'eau respectivement de 2 000 m<sup>3</sup> et de 500 m<sup>3</sup>. L'autonomie calculée, grâce aux volumes disponibles dans les 2 châteaux d'eau, dépasse largement les 3 heures.</p> <p>De plus, le site dispose de puits de pompage qui pourraient être utilisés en ultime secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Récipients mobiles – Exercices de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Exercices de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation, l'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie. Un tel exercice est réalisé au moins tous les ans.</p> <p>Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site SANOFI étant classé Seveso seuil haut, il dispose d'un Plan d'Opération Interne [POI] depuis des années et l'exploitant réalise des exercices POI tous les ans. Le compte-rendu du dernier exercice réalisé (mai 2023) a été transmis à l'inspection des installations classées. Il n'appelle pas d'observations particulières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet